

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

 Ja
 Nein

Priorität

 Norm.
 Dring.
 Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 26/85 V e r t r a u l i c h

Visite CFA à Bonn (19.6-21.6.85). CFA s'est rendu en visite officielle à Bonn où il a eu des entretiens avec son collègue D. Genscher (G.) et avec le Président de la République fédérale, R. von Weizsäcker. Discussion avec G. s'est déroulée dans atmosphère très détendue et les deux ministres ont convenu de donner un rythme annuel à leur rencontre de travail. Thèmes suivants furent abordés :

U N E S C O : Positions identiques entre les deux pays. L'UNESCO est une organisation indispensable, mais qui a un besoin urgent de réformes. Les réformes, ce n'est pas en sortant qu'on les imposera, mais en agissant de l'intérieur. Si la Suisse devait envisager de faire encore quelque chose avant la Conférence générale de Sofia, Bonn s'y associerait. Mais la RFA ne peut initier quelque chose, car cela serait dénoncé comme étant une action de l'OTAN.

Conseil de l'Europe/Relations Est-Ouest : G. partage l'avis de CFA selon lequel le récent élargissement de la Communauté européenne crée une situation nouvelle, également au Conseil de l'Europe (ne serait-ce déjà que sur un plan quantitatif, puisqu'à 12, les pays membres de la Communauté européenne sont majoritaires au Conseil de l'Europe). Il pense que le Conseil de l'Europe devrait pouvoir être encore plus actif, moins sur les questions de sécurité, où le

Datum: 24.6.1985
Tel. intern 30 53

Visum:



ALL. CDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

rôle des alliances militaires est primordial, que sur celle des relations Est-Ouest, où une nouvelle philosophie doit être discutée, la 1ère phase de la détente politique étant derrière nous. Dans ce même contexte, il s'agira d'examiner dans quelle mesure l'on entend poursuivre le processus de la CSCE.

Amérique centrale : G. est préoccupé par l'évolution de la situation dans cette région. L'intérêt bien compris des Européens est d'offrir une alternative non communiste à ces pays qui veulent obtenir plus d'indépendance. C'est pourquoi ils doivent se battre sur un front où ils ont l'avantage, à savoir celui de l'économie. D'où la réunion de San José en septembre 1984 et celle qui suivra, en novembre à Luxembourg, où de nouvelles discussions auront lieu sur la coopération économique et le dialogue politique. S'exprimant au sujet de l'embargo décrété par les Etats-Unis d'Amérique sur les importations provenant du Nicaragua, G. a répété son opposition de principe à utiliser l'économie comme instrument politique. Il existe d'ailleurs une raison supplémentaire de ne pas suivre une telle politique dans le cas du Nicaragua. En effet, la structure économique de ce pays reste encore essentiellement privée et non dominée par les Sandinistes, ce qui fait qu'un embargo aurait pour effet de rapprocher le secteur privé, coupé du lien avec l'extérieur qui le fait vivre, vers l'Etat sandiniste.

letzte
Seite

B4 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Proche-Orient : S'agissant de la guerre entre l'Iran et l'Irak, G. ne pense pas à un risque d'extension de ce conflit, les deux belligérants ayant jeté toutes leurs forces dans la bataille. En ce qui concerne le problème palestinien, G. pense que de bonnes conditions de règlement ont été créées et que dans ce contexte, le rôle joué par Moubarak et le Roi Hussein est essentiel, ces deux chefs d'Etat voisins d'Israël ayant le sens de leurs responsabilités. Il juge également positif le résultat de la dernière visite du Roi de Jordanie à Washington, au cours de laquelle la position américaine s'est quelque peu découverte (Reagan ne devant plus être réélu, il se peut qu'il ait plus de liberté de manoeuvre sur le plan interne). Au sujet de l'affaire des otages de l'avion américain détourné sur Beyrouth, G. y voit une grande action de provocation à l'égard des Etats-Unis d'Amérique, à l'instar de ce qui s'était passé à Téhéran.

Letzte
Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

Large empty box for stamp or signature.

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Réunion d'Ottawa sur les droits de l'homme dans le cadre de la CSCE s'est terminée sans document. C'est la première fois que, dans l'histoire de la CSCE, un tel événement survient. L'URSS et certains de ses alliés étaient venus à Ottawa non pas dans un esprit de 'containment' mais de 'roll back'. En quelque sorte dans un esprit révisionniste dont la finalité était de récrire à leur façon le principe 7 du décalogue d'Helsinki sur les droits de l'homme. Le choix était dès lors, pour nous comme pour beaucoup d'autres délégations, entre un bon document riche de substance et développant dans un sens positif ce principe. Ou alors un document ambigu 'révisionniste' ou, enfin, pas de document du tout. Nous aurions préféré la première option mais, entre la deuxième et la troisième, nous nous sommes résolument prononcés pour la troisième.

Cette absence de document à Ottawa ne sera pas sans conséquences sur les autres enceintes de la CSCE, à savoir la Conférence de Stockholm sur le désarmement et les mesures de confiance, sur le Forum culturel de Budapest et sur la Réunion de Berne sur les contacts humains. On ne peut en effet pas imaginer, et d'autre part nous ne le voulons pas, que des progrès s'accomplissent dans un secteur de la CSCE, par exemple dans celui du désarmement, et que rien ne se fasse sur le plan des droits de l'homme.

Dès lors, il vous appartient, partout où vous êtes interpellés, de dire que nous voyons s'accumuler des difficultés à Stockholm et que

Letzte
Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum:

CH. 100
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Les travaux sur le désarmement et les mesures de confiance se trouvent extraordinairement compliqués par le refus des Soviétiques d'un document positif à Ottawa. Pour nous, aujourd'hui comme dans le passé, ce ne sont pas les armes qui créent les problèmes mais les problèmes qui créent les armes et, si on veut diminuer le nombre de ces dernières, il faut s'attaquer aux problèmes véritables et l'un d'eux est celui des droits de l'homme.

Affaire des otages de l'avion TWA: Comme vous l'aurez appris par la presse, nous avons été approchés, comme d'autres pays du reste, le 19 juin 1985, par les autorités américaines qui souhaitaient que nous fassions un appel à M. Berri (B) à Beyrouth pour obtenir la libération des otages de l'avion de la TWA. Le Chef du Département qui connaît personnellement B a donné suite à cette requête en lui faisant parvenir un message demandant la libération sans condition des otages. Le lendemain, B répondait dans ces termes: Si les Israéliens libèrent les Libanais retenus au camp d'Atlit, il serait prêt quant à lui à libérer les otages américains, et il accepte la proposition d'offre du territoire suisse pour procéder à la libération des otages.

Nous avons communiqué vendredi 21 juin le contenu de la réponse de B au gouvernement américain et au gouvernement israélien par l'intermédiaire de leur ambassade à Berne. Nous avons agi dans toute cette affaire en tant qu'honnêtes courtiers.

Letzte Zeile

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum: _____

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address.

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender name.

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Vous pouvez confirmer ce qui précède. Depuis vendredi, nous n'avons rien entrepris et, dès lors, toute spéculation et tout commentaire sont à mettre sur le compte de l'imagination des journalistes et doivent être démentis.

letzte Seite

184 150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum: _____

CH. LDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

Attentat auf Generalkonsul H. Freiburghaus. Generalkonsul Freiburghaus (F) befindet sich auf Weg zur Genesung. Am 22. Juni wurde ihm im amerikanischen Krankenhaus von Istanbul Kugel aus Schulterpartie herausoperiert. Heilungsprozess verlauft nach uns vorliegenden Angaben normal.

Attentat selbst verlief folgenschwer: am 19. Juni meldete sich rund 30-jaehriger Mann, vermutlich Tuerke, bei lokaler Sekretae-rin des Generalkonsulats. Er fuehrte mit ihr kurzes Gespraech ue-ber generellen Aspekt der Visa-Erteilung. F gesellte sich hinzu, um noetigenfalls zusaetzliche Informationen geben zu koennen. In diesem Augenblick gab Taeter ohne Vorwarnung einen Schuss auf F ab, der zu Boden fiel. Nach Abgabe eines zweiten Schusses fluechte-te Taeter. Er konnte im Gebaeude selbst und ausserhalb nicht an Flucht gehindert werden und entkam unerkannt. Tuerkische Polizei hat ihn bisher weder fassen noch identifizieren koennen.

Ueber Motive des Taeters sind verschiedene Hypothesen und Spekula-tionen im Umlauf. Die am meisten gehoerte Version ist nach wie vor die, es handle sich um enttaeuscht-verbitterten oder geistig etwas gestoerten Asylsuchenden. Fuer einen Zusammenhang mit den im Wochentelex vom 10. Juni erwahnten Hintergruenden unserer Ende Mai angehobenen Sicherheitsvorkehrungen gibt es bisher keine Anhalts-punkte. Er kann aber nicht a priori ausgeschlossen werden. Wir werden Euch ueber weitere Entwicklungen auf dem laufenden halten.

Letzte Zeile

84 150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum: _____

At: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert
 Priorität
 Faktura
 Text erg.
 F.L.

Ja Nein Norm. Dring. Flash

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

UNESCO: Fin session Conseil exécutif.

Conseil exécutif a terminé session de printemps dont les points les plus importants étaient l'examen du projet de programme et budget 1986-87, la préparation de l'ordre du jour et l'organisation de la Conférence générale de Sofia et le rapport du Comité temporaire chargé d'examiner le fonctionnement de l'Organisation. Débats se sont déroulés généralement dans atmosphère non polémique et constructive et résultats sont meilleurs que ceux de session extraordinaire de février. On a constaté prise de conscience de la part des pvd de la nécessité de mettre en oeuvre réformes sérieuses. Tiers monde manifeste également ouverture pour trouver solutions acceptables pour pays occidentaux au sujet contenu du programme. Bloc socialiste a pris positions très dures mais s'est trouvé souvent isolé.

Aucun consensus n'a cependant pu se dégager sur les priorités à formuler dans un des programmes essentiels, à savoir celui sur la paix, le désarmement et les droits de l'homme, source principale du désaccord entre l'Est et l'Ouest. Recherche d'un compromis sur ce point a dû être repoussée à l'automne prochain en raison de l'intransigeance des Soviétiques. Il faut espérer que Conférence générale de Sofia permettra déblocage situation et approfondissement des réformes afin de convaincre gouvernement britannique de renoncer à quitter l'UNESCO. La décision de Mme Thatcher revêt en effet pour l'avenir de l'UNESCO une fonction de pivot puisque elle sera certainement de nature à influencer dans un sens ou dans

etzte:
 teile

84 150 000 24665

Datum: _____
 Tel. intern _____

Visum: _____

ETB LDB
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering the address for telex to third parties.

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

9

Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode

l'autre les gouvernements qui songent eux aussi à sortir de l'Organisation.

L'appréciation qui précède s'est également dégagée des entretiens que l'Ambassadeur Muheim, qui s'est rendu à Paris dernière semaine du Conseil dans cadre follow-up de la réunion de Genève en mars et des contacts à la Nouvelle Delhi en avril, a eus avec un certain nombre de représentants des Etats membres et du Secrétariat ainsi qu'avec le Directeur général.

Brunner.

NNNN

Letzte
Zeile

184 150 000 24665

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

Teil II

Besuch des Aussenministers von Bhutan in Bern:

Aussenminister Lyonpo DAWA TSHERING weilte am 19.6. in Bern. Er wurde von Staatssekretär Brunner zu politischem Meinungsaustausch empfangen. Bei gleicher Gelegenheit wurde die Frage der Aufnahme diplomatischer Beziehungen zwischen der Schweiz und Bhutan besprochen. Fragen der Entwicklungszusammenarbeit Schweiz - Bhutan wurden mit DEH-Direktor Staehelin gesondert erörtert.

Bhutan verfolgt die 1971 mit der Aufnahme in die UNO eingeleitete Öffnung des Landes konsequent weiter und bemüht sich seit 1983 aktiv um die regionale Zusammenarbeit in Südasien, die im Dezember 1985 anlässlich einer Gipfelkonferenz der interessierten Staaten (Bhutan, Bangladesh, Indien, Malediven, Nepal, Pakistan, Sri Lanka) in Dhaka zur Gründung der südasiatischen Gemeinschaft für regionale Zusammenarbeit (SARC) führen soll. Als weiterer Schritt in Richtung einer verstärkten internationalen Präsenz ist die Aufnahme von diplomatischen Beziehungen mit verschiedenen westeuropäischen Staaten, darunter auch der Schweiz, zu sehen. Haben bhutanische Initiative begrüsst und werden Bundesrat entsprechenden Antrag unterbreiten. Bhutan beabsichtigt, Botschafter in Kuwait auch in Bern zu akkreditieren, während schweizerischerseits Akkreditierung unseres Botschafters in New Delhi in Aussicht genommen wird.

Entwicklungszusammenarbeit mit Bhutan: An der Aussprache bei der DEH nahmen auch Vertreter von Helvetas teil. Die bilaterale technische Zusammenarbeit wird seit Jahren traditionell über Helvetas abgewickelt, die in Bhutan seit 1983 ein Koordinationsbüro aufgebaut hat. Das Gesamtvolumen der Schweizer Hilfe an Bhutan beträgt für 1985 ca. Fr. 4 Mio. Davon sind etwas mehr als Fr. 1 Mio. Eigenmittel von Helvetas, der Rest wird aus DEH-Mitteln bestritten. Zusätzlich zu den von Helvetas direkt oder im Auftrag des Bundes durchgeführten Projekten finanziert die DEH ein Hängebrücken-Projekt über den "United Nations Capital Development Fund". Weitere Projekte, die über UN-Organisationen finanziert werden, sind in Vorbereitung. Dawa Tshering äusserte sich sehr positiv über die Qualität der Schweizer Hilfe. Er gab bekannt, dass Bhutan die Weltbank gebeten habe, zwecks besserer Koordination zwischen Geberländern und -Organisationen, eine "Bhutan Aid Group" zu bilden.

Besuch von Ministerpräsident Son Sann, Chef der Koalitionsregierung des Demokratischen Kampuchea:

Ministerpräsident Son Sann, gleichzeitig Chef der Nationalen Front für die Befreiung der Khmer (FNLPK), die zusammen mit der MOULINAKA von Prinz Sihanouk und den Roten Khmer eine Koalitionsregierung bildet, ist am 17. Juni in Bern von Staatssekretär Brunner zu einer Unterredung empfangen worden.

Trotz der im letzten November von sehr starken vietnamesischen Truppen unterstützten Offensive ist es Regierung in Phnom Penh nicht gelungen, Widerstand der Koalitionsstreitkräfte auszuschalten. Letztere haben Aktivität im Gegensatz zu früherer Beschränkung auf Grenzraum Thailand nunmehr auf Gebiet von ganz Kampuchea ausgedehnt. Son Sann geht davon aus, dass der Regierung Heng Samrin Recht auf Vertretung von Kampuchea in der UNO auch an diesjähriger GV versagt bleibt. Es ist allerdings nicht auszuschliessen (und Befürchtungen Son Sann's gehen in diese Richtung), dass Befürworter einer Politik des "leeren Stuhls für Kampuchea" innerhalb der UN an Boden gewinnen. Heng Samrin könnte hievon auf die Länge profitieren. Die von Malaysia im Rahmen der ASEAN-Länder unternommenen Bemühungen um eine Verhandlungslösung (proximity talks) beurteilt Son Sann skeptisch, weil sie allzu leicht zu einer Anerkennung der Regierung Heng Samrin führen könnten. Zudem sei Zeitpunkt für Verhandlungen ungünstig, da sie von der Gegenseite als Eingeständnis der Schwäche der Koalitionsregierung

ausgelegt werden könnten. Derartiger Eindruck sei umso weniger begründet, als sich China, das bisher nur Rote Khmer militärisch unterstützte, bereit erklärt haben soll, auch der FNLPK und der Moulinaka Waffenhilfe zu gewähren.

Son Sann wurde von Kabinettsdirektor sowie den Leitern der FNLPK-Büros in Paris, Brüssel, Strassburg und Zürich begleitet.

Conseil de l'Europe:

Comité de Direction du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe, au cours de sa réunion des 18 et 19 juin à Paris, a décidé d'accorder à la Yougoslavie le statut de membre associé du Fonds, pour une durée de cinq ans. A ce titre la Yougoslavie sera habilitée à présenter des demandes de prêts visant à faciliter la réintégration des travailleurs yougoslaves précédemment employés dans l'un des Etats membres du Fonds. Ce pays pourra également présenter des demandes de prêts destinés à pallier les effets des catastrophes naturelles. Le montant des financements pourra atteindre le niveau de 35 mio de dollars au titre des deux premières années, le montant pour les trois années suivantes étant déterminé ultérieurement. La signification de l'association de la Yougoslavie au Fonds de Réétablissement est essentiellement politique et doit notamment être vue dans le contexte du rapprochement de certains pays de l'Europe de l'Est du Conseil de l'Europe.

Le Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe, créé en 1956, est un organisme financier qui emprunte sur les marchés internationaux des capitaux et qui prête, en règle générale, aux conditions du marché. A l'origine, le Fonds s'occupait de la réinsertion des réfugiés en Europe. Ses activités se sont aujourd'hui considérablement étendues pour lui conférer les caractéristiques d'un fonds de développement économique et social. Ces dernières années le Fonds a été particulièrement actif dans les domaines des logements sociaux, de la formation professionnelle, de la modernisation rurale, de l'aide à l'artisanat ainsi que de l'aide en cas de catastrophes naturelles. Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal et la Turquie ont été les principaux bénéficiaires. La Suisse a adhéré au Fonds en 1974 et le marché des capitaux suisse est un lieu privilégié pour les emprunts de celui-ci.

Folgen der dritten EG-Erweiterung für die Schweiz:

Zwischen schweizerischer Delegation unter Leitung von Minister J. Kellenberger und Delegation der EG-Kommission unter Direktor L. Kawan fanden am 18. Juni exploratorische Gespräche über die Zusatzprotokolle zu den Freihandelsabkommen und Folgen der EG-Beitritte Spaniens und Portugals für bestehende bilaterale Landwirtschaftsabkommen statt. Inhalt der Zusatzprotokolle sind bekanntlich die Bestimmungen in Bereichen, wo die Freihandelsabkommen nicht ab Beitritt voll angewendet werden. Gespräche bestätigen, dass im tarifären und nichttarifären Bereich Grundsatz des gleichen Marktzugangs für den Freihandelsabkommen unterstellte schweizerische und EG-Exporte beachtet wird. Schweizerischerseits wurde unterstrichen, dass die Schweiz, obwohl EG für Textilien und Stahlerzeugnisse aus Spanien und Portugal während eines Teils der Uebergangszeit Formen der mengenmässigen Beschränkung aufrecht erhält, auch für diese Produkte Einfuhrmengen nicht beschränken wird. Gefordert wurde dagegen als flankierende Massnahme eine spezifische, ausschliesslich auf die beiden neuen Mitgliedstaaten anwendbare Schutzklausel.

In Diskussion über Landwirtschaftsfragen stellte sich heraus, dass weder Spanien noch Portugal ab Beitritt die von EG gegenüber der Schweiz bilateral oder im GATT-Rahmen eingegangenen Verpflichtungen voll übernehmen

werden. Gespräche darüber, wie Teil des bilateralen Besitzstandes zwischen Beitrittszeitpunkt und Uebernahme der EG-Verpflichtungen durch Spanien und Portugal gewahrt werden kann, müssen noch vertieft werden. Schweiz begründete ihr Begehren nach Abschluss eines Briefwechsels über Früchte und Gemüse, der Konsultationsmechanismen vorsieht, um Vermarktungsprobleme für schweizerische Erzeugnisse als Folge der Erweiterung zu verhindern.

EG-Kommission hat die Absicht, dem Rat Vorschlag für Verhandlungsmandat Mitte Juli zu überweisen. Ob sich dieser Zeitplan in Anbetracht des doch eher beschränkten Vorbereitungsstandes auf Kommissionsseite verwirklichen lässt, ist zweifelhaft. Kommission schloss Notwendigkeit weiterer Explorationsrunde nicht aus.

13. Verwaltungsratssitzung des UNEP, Nairobi, 14.-24.5.1985:

An der 13. Session des Verwaltungsrates (GC.13) des UN-Umweltprogrammes nahm die Schweiz mit einer Beobachterdelegation unter der Leitung von Botschafter Gaechter teil.

An früheren Sessionen hatten Probleme wie die Einsetzung der World Commission on Environment and Development, des Clearing House (Vermittlung von durch Sonderbeiträge zu finanzierenden UNEP-Projekten) und Reform des UNEP-Informationssystems für Aufregung gesorgt. Diese Fragen sind weitgehend geregelt. Die diesjährige Session verlief zügig, effizient, in einer sachlichen Atmosphäre.

Was die grossen Umweltprobleme insbesondere der Dritten Welt - Hunger, Dürre, Wüstenbildung, Erosion der Böden, Vernichtung der tropischen Wälder, Katastrophen wie Bhopal und Mexico City - betrifft, kann auch das UNEP nicht als alleiniger Retter auftreten. Es kann Informationen sammeln und verbreiten, warnen, beraten, Lösungsvorschläge machen, Aktivitäten auslösen, koordinieren und überwachen. Und hier arbeitet das UNEP zur sichtlich steigenden Zufriedenheit vieler Mitgliedstaaten, insbesondere auch der USA, deren GRID-Engagement z.B. ausdrücklich durch ihre positive Einschätzung des UNEP motiviert wird.

Einige Schwerpunkte von GC. 13:

- Programmdiskussion und Festlegung der Prioritäten für die Aktivitäten 1986/87. Forderung an das Sekretariat, künftig sektorische Strategien zu entwickeln, in die sich die einzelnen Aktivitäten einordnen müssen (Beschluss auf Antrag der Schweiz).
- Budget: Für die laufende Periode 1984/85 hatte der GC ein Aktivitätenprogramm beschlossen, das Beiträge an den Umweltfonds in einem Umfang voraussetzte, der nie erreicht werden konnte. Statt den erwarteten 85 Mio Dollars kamen an freiwilligen Beiträgen 60 Mio herein. Für 1986/87 war man etwas realistischer, aber es ist trotzdem nicht zu erwarten, dass die vorgesehenen 70 Mio voll aufgebracht werden. Der Exekutivdirektor ist daher auf der Suche nach alternativen Finanzquellen.
- Für die Schweiz von Interesse waren die Debatten über den Aktionsplan gegen die Wüstenbildung und das Clearing House.
- Das GRID wurde offiziell lanciert: Wie erinnerlich, wird an der Universität Genf mit Hilfe der Genfer Regierung ein neues Datenzentrum eingerichtet, an dem weltweit gesammelte Umweltdaten mit Hilfe geographischer Informationssystemen integriert und zu Entscheidungsgrundlagen für die praktische Umweltpolitik umgewandelt werden. Das Projekt, das im Herbst seine Arbeit aufnehmen wird, stiess auf Zustimmung. Unterstützung durch andere Länder zeichnet sich ab. Das wissenschaftliche Interesse ist unbestritten. Die Ausbildung von künftigen Benützern insbesondere aus den Entwicklungsländern ist ein wesentliches Element des GRID und wird u.a. mit Unterstützung des Bundes (DEH) geschehen.
- Die an internationalen Konferenzen üblichen politischen Probleme (Kampuchea, Iran, Irak, Apartheid, Israel) konnten mit relativ wenig Aufhebens erledigt werden.

Internationale Energie-Agentur (IEA), Paris-Ministerkonferenz vom 9. Juli 1985:

Der IEA-Verwaltungsrat hat an seiner Sitzung vom 13. Juni 1985 die Ministertagung vorbereitet.

Die Konferenz steht unter dem Motto: "Energiepolitik - bisherige und zukünftige Prioritäten". Angesichts der veränderten Situation auf den Energiemärkten soll ein Rückblick auf die letzten zehn Jahre, eine Standortbestimmung und ein Ausblick auf die kommenden Jahre erlauben, die bisherige Energiepolitik kritisch zu würdigen und die zukünftigen Prioritäten festzulegen. Die Energieminister werden sich u.a. mit folgenden Themen befassen: struktureller Anpassungsprozess, rationeller Energieeinsatz, Oelraffinerien und Handel mit Fertigprodukten, Kernenergie, Kohle, Gas, Energie und Umwelt, verstärkte Zusammenarbeit in Energie-Forschung und -Entwicklung, Notstandsprogramm gegen Erdölkrisen, Aussenbeziehungen der IEA und Zusammenarbeit zwischen IEA-Mitgliedländern. Die meisten dieser Themen dürften keine grösseren Probleme aufwerfen. Im Moment noch nicht bereinigt sind Fragen in den Bereichen Oelraffinerien und Handel mit Fertigprodukten sowie Aussenbeziehungen der IEA.

Wir werden Sie nach dem 9. Juli 1985 über die wichtigsten Ergebnisse informieren.

Bilaterale Wirtschaftsgespräche Belgien:

Botschafter Lévy traf am 20. Juni in Brüssel mit Botschafter Guillot-Pingue, Generaldirektor für Aussenwirtschaft im belgischen Aussenministerium zusammen. Es konnte Uebereinstimmung betr. Grundzüge Aussenwirtschaftspolitik beider Länder festgestellt werden. Diese Konvergenz, so stellte man gemeinsam fest, wird insbesondere mittelfristig Früchte tragen.

EG-interne Entwicklungen: Nachdem in letzter Zeit grosse EG-interne Probleme gelöst werden konnten (Süderweiterung, Budgetfragen, zusätzliche Ressourcen, Landwirtschaft), müsse sich EG - nach belgischer Auffassung - neue grosse Aufgaben stellen. Voraussetzung für deren Verwirklichung seien neue Regeln für Beschlussfassung (Mehrheitsbeschluss). Ob diese Frage schon beim Mailändergipfel gelöst werde und ob dort neue Aktionen beschlossen würden, sei ungewiss. Die EG sei aber zur Weiterentwicklung gewissermassen verurteilt. Im Vordergrund stünden die Stärkung der Währungszusammenarbeit, neue Ansätze zu politischer Union, Vollendung EG-Binnenmarkt, Verwirklichung "Technologisches Europa". Bei letzterem sei die Schweiz willkommen, sofern man sich über Eintrittsbedingungen und Verteilung Ergebnisse einigen könne. Dies gelte insbesondere für EUREKA, dessen Ziele ja direkt industrieller Natur seien. Positiv äusserte sich Belgien bez. Follow-up-Arbeiten zum Luxemburger Treffen.

Gegenüber neuer GATT-Runde stellt sich Belgien voll hinter die bisherige EG-Position; es äusserte Unmut über "leere Versprechen" Japans. Bericht Leutwiler wurde als etwas naiv und wirklichkeitsfremd bezeichnet. GATT-Runde dürfe erst nach gründlicher Vorbereitung lanciert werden. Im sensiblen Textilsektor müsse den Realitäten Rechnung getragen werden. Multi Faser Agreement müsse, in etwas lockerer Form, erneuert werden.

Bilaterale Themen: Bei Diskussion belgischer Pharmapreispolitik zeigte Belgien erstmals Verständnis für schweizerische Anliegen: Vernünftige Preispolitik sei auch für sie Voraussetzung für Erhaltung längerfristiger Wettbewerbsfähigkeit der Branche. Aber: Kurzfristig müsse auf Defizit der Krankenkassen Rücksicht genommen werden. Nur vage Zusicherungen wurden bezüglich Abschaffung Einfuhr-Lizenzpflicht für Textilien gegeben. Belgien erneuerte Begehren Kontingentseröffnung für Rohschinken.

Brunner.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 24. Juni 1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne Verteilerliste

Wochentelex 26/85 VERTRAULICH

Betrifft:

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 24. Juni 1985

Informations- und Pressedienst

Sa 25. Juni 85 15

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 26/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total

=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Informations- und Pressedienst

Bern, den **24. Juni 1985**
 VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - **BIZ/sm**

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 26/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- Ankara	- Lagos	- Peking
- Bagdad	- Lissabon	- Prag
- Bangkok	- London	- Pretoria
- Brasilia	- Luxemburg	- Rabat
- Brüssel (Botschaft + Mission)	- Madrid	- Riad
- Buenos Aires	- Mexiko	- Rom
- Canberra	- Moskau	- Santiago
- Caracas	- Nairobi	- Stockholm
- Dar es Salaam	- New Delhi	- Teheran
- Den Haag	- New York/Swissobser	- Tel Aviv
- Dublin	- Ottawa	- Tokio
- Helsinki	- Oslo	- Warschau
- Jakarta	- Paris (auch OECD)	- Washington
- Kairo		- Wien

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.